

**Pourquoi font-ils cela ? Cette nouvelle intervention de la BCE ne va pas marcher**

# La bataille de classe moderne s'est déplacée

**Par Frédéric Boccara, Yves Dimicoli et Denis Durand,** économistes PCF et auteurs de l'ouvrage *Une autre Europe contre l'austérité* (Éd. Le Temps des cerises).

On nous assure qu'en rachetant massivement des titres publics (quantitative easing), la Banque centrale européenne (BCE) est en marche pour « remettre les dix-neuf États membres sur la voie d'une croissance solide » (le Monde du 20 janvier). Grâce à Hollande et au camp français, paraît-il ? Fariboles. Si la BCE rachète des titres publics, cela ne fait que confirmer les nouvelles orientations qu'elle a données à sa politique après la crise des subprimes et la faillite de Lehman mais n'apportera aucun remède aux causes profondes de la crise. Cela peut donner un regain temporaire à la croissance (et encore !), sans véritable amélioration de l'emploi. Ce sont surtout les marchés financiers qui vont être relancés et ranimés ! Notons d'ailleurs que la BCE ne change rien aux conditions d'austérité qu'elle a imposées aux différents pays dont elle a racheté la dette, tout particulièrement la Grèce, conditions qui jouent massivement contre la demande globale.

Pourquoi font-ils cela ? Pour deux raisons. Une situation économique gravissime. L'Europe est au bord de la déflation et, comme l'indique le FMI, a contrario des promesses d'embellie faites par François Hollande, la baisse du prix du pétrole, la faiblesse de l'euro par rapport au dollar et les bas taux d'intérêt ne suffiront pas à sortir du marasme. Même l'Allemagne est en train de subir le contrecoup des politiques d'austérité. Deuxième raison, la pression des luttes sociales, politiques (dont Syriza et le PGE, qui ont repris les propositions du PCF) et du débat d'idées. Toutes refoulées qu'elles sont, ces pressions obligent la BCE à faire mouvement, ainsi que la Commission européenne qui annonce un plan d'investissement bien faible et contradictoire. Bien que cela ressemble au « principe de Taïncrède » dans le *Guépard* (« changer pour ne rien changer » à la logique profonde), cela montre en réalité l'immense potentiel qui peut s'ouvrir si nous développons des luttes précises, politiques, rassembleuses et internationales. Il s'agit d'avoir confiance dans nos idées.

Cette nouvelle intervention de la BCE ne va pas marcher. L'argent injecté va être utilisé pour la rentabilité (l'argent pour l'argent), gonfler l'ac-

cumulation financière, délocaliser et attaquer les dépenses efficaces et utiles (salaires, services publics, recherche). Au mieux, elle donnera un tout petit effet, transitoire, mais le nouvel éclatement d'une crise de suraccumulation financière est là, comme nous le disions au lendemain des mesures prises après la crise financière de 2008. Et le désarroi risque

**« L'argent injecté va être utilisé pour la rentabilité, gonfler l'accumulation financière, délocaliser. »**

d'être encore plus fort car on prétendra alors que l'on a tout essayé. Il faut faire autrement. Bien sûr il faut stimuler massivement la demande en injectant des liquidités, mais pas seulement, et pas comme ça ! Ce qui compte, c'est faire deux choses : empêcher que cette monnaie aille à la spéculation, aux délocalisations et contre l'emploi, et qu'elle aille à l'investissement efficace, s'il est porteur de créations d'emplois et de formations qualifiantes correctement rémunérées. Il faut qu'elle serve à un grand essor de tous les services publics (écologie, éducation, recherche, santé, logement social...). Pour cela, il est grand temps de commencer à « changer de logiciel ». Bref d'engager une politique monétaire sélective. Les traités ne s'y opposent pas.

La BCE devrait faire deux choses. D'abord un quantitative easing, mais à l'européenne. C'est-à-dire un rachat massif des dettes publiques. Si ces dettes développent le potentiel de croissance efficace socialement et écologiquement. Et dans ce cas que la BCE rachète les titres de dettes sans percevoir sur les États les intérêts de ces dettes (en France, ils représentent chaque année l'équivalent du budget de l'éducation nationale), sans chercher à revendre les titres. Engageant ainsi un processus de restructuration et de fonte des dettes publiques, pour sortir de la dépendance envers les marchés financiers, tout en stimulant la demande. Ensuite, qu'elle agisse surtout sur les banques ordinaires en

annonçant qu'elle leur imposera des conditions : elle les refinancera certes à taux très bas (ce qu'elle fait actuellement mais aussi bien pour spéculer que pour créer des emplois), mais seulement pour les prêts qui financent des investissements porteurs de plus et mieux d'emplois et de formations, d'économies de matières, d'énergie et de moindres rejets polluants. Quant aux autres prêts, l'annonce qu'elle les financera très cher, voire pas du tout. Plus question que l'argent des Européens finance les délocalisations, la spéculation et les pollutions.

D'autre part, les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. Il faut des dépenses nouvelles massives de services publics et pas seulement se contenter de solder le passé. Chaque mois, il y a des enseignants, des infirmières, des chercheurs à payer. On ne peut pas envisager une décennie perdue, voire plus pour attendre le soi-disant résultat d'une purge qui tue le malade, relègue des populations entières dans la marginalité et encourage la montée de tous les extrémismes. Les gouvernements peuvent annoncer dès demain, sans avoir à modifier les traités européens, la création d'un Fonds de développement européen écologique et social qui achèterait les titres publics des États nationaux servant à financer des dépenses publiques nouvelles, écologiques et sociales pour les services publics. Il recevrait en contrepartie l'argent de la création monétaire de la BCE. Ainsi les traités seraient respectés, puisque la BCE n'achèterait pas elle-même directement les nouveaux titres de dette publique (interdit par l'article 123.1 du traité de Lisbonne), mais ce serait une institution financière publique qui le ferait (autorisée par l'article 123.2 du traité). Cette première étape ouvrirait la voie à la construction d'un mouvement majoritaire, en Europe, pour une modification des traités, vers une refondation de la construction européenne. Ce fonds devrait avoir une gouvernance démocratique forte et branchée sur les acteurs politiques et sociaux, européens et nationaux. Il suffit même de quelques pays pour engager une coopération rapprochée en ce sens. C'est l'urgence pour une solidarité vraie et efficace entre les peuples d'Europe, alors même que le peuple grec se prépare à avancer le premier pour exiger une telle réorientation. Le nerf de la guerre est là. La bataille de classes moderne, d'une toute petite classe de très riches capitalistes contre tout le reste de la société, s'est déplacée sur la monnaie et les banques. Il faut s'en saisir, convaincre, décrypter, expliquer, la mener avec ténacité, ouverture, mais aussi clarté, et avoir confiance. Nous ne sommes pas seuls. Cela ne paraît impossible qu'avant de l'avoir fait ! Ce peut être la colonne vertébrale d'une toute nouvelle union populaire, sociale, culturelle et politique qui doit mener loin, y compris au plan mondial. ●